L'immigration francophone dans les territoires et l'ouest canadien : Réalités et perspectives après 10 ans d'accueil et de services

Paulin Mulatris
Université de l'Alberta (Campus Saint-Jean)

Marianne Jacquet
Université de l'Alberta (Campus Saint-Jean)

Gwenaëlle André
(Vancouver Coastal Health)

1) Introduction

Les dernières données de Statistique Canada indiquent que près des deux tiers de la croissance démographique du Canada, entre 2011 et 2016, étaient attribuables à l'accroissement migratoire. Dans ce mouvement de croissance, les quatre provinces de l'ouest ont affiché des taux de croissance démographique supérieurs à la moyenne nationale. En 2016, « [...] près d'un Canadien sur trois (31,6 %) vivait [...] dans l'ouest du pays » (Le Quotidien, 2017). Dans le cas des communautés francophones de l'Ouest canadien et des territoires, bien que des détails plus récents sur cette croissance ne soient pas encore disponibles, les vagues d'immigrants accueillis depuis 2003 ont beaucoup contribué aux changements démographiques localement constatés. Leurs retombées ont été différentes suivant les régions d'établissement de ces nouveaux arrivants. Si la Colombie-Britannique et l'Alberta ont été les grands bénéficiaires de ces nouveaux flux d'immigrants francophones, les autres provinces et régions en ont aussi largement tiré profit. Ces flux d'immigrants sont de plus en plus diversifiés et amènent des populations francophones non occidentales (Jedwab 2002, 31). À ce sujet, une étude de Statistique Canada (Houle, Pereira et Corbeil 2014) mentionne, par exemple, qu'en 2011, 10 pays dont la France, Haïti, la République Démocratique du Congo, l'île Maurice, les États-Unis, le Maroc, le Liban, la Belgique, l'Algérie et l'Égypte ont été les sources les plus importantes de l'immigration francophone. Pour soutenir ces communautés qui font face à de nouveaux défis et favoriser leur développement, des ententes stratégiques entre Immigration Citoyenneté Canada et les communautés francophones en situation minoritaire ont été adoptées afin de favoriser l'immigration francophone hors-Québec et la rétention de ces nouveaux arrivants accueillis dans les communautés visées (CIC 2003 ; 2006). Des fonds publics fédéraux ont été octroyés pour développer des services francophones qui puissent servir de relais dans le processus d'installation de ces migrants en vue de faciliter leur intégration à

la société canadienne. Ces fonds sont allés principalement vers les services d'accueil et d'établissement ou vers les structures qui jouent le même rôle dans différentes régions. Pourtant, depuis que ces politiques ont été mises en place, aucune étude n'a été menée pour en mesurer la portée.

Cet article comparatif présente les résultats d'une recherche initiée en mars 2016 et se focalisant sur la question principale suivante : Comment les services d'accueil francophones mis en place depuis plus de 10 ans par le gouvernement fédéral répondent et s'adaptent aux besoins des immigrants francophones ? Cette recherche s'attache à connaître l'impact des services œuvrant à l'intégration des nouveaux arrivants francophones, afin non seulement de mieux cerner la réalité actuelle, d'améliorer les services existants et de palier aux lacunes éventuelles, mais surtout de mieux comprendre les besoins actuels des immigrants francophones, réinstallés dans l'ouest canadien et les territoires, à la suite d'une immigration primaire ou secondaire (migration interne). Quelques questions de base ont guidé notre recherche : quels sont les nouveaux besoins des nouveaux francophones installés dans l'ouest canadien et les territoires du Nord ? Quelles sont les contributions réelles des institutions développées dans le processus d'intégration de ces nouveaux arrivants ? Quels sont les services existants, les services utiles et quelles en sont les lacunes ? Existe-t-il des pratiques exemplaires en ce qui concerne l'intégration des francophones dans l'Ouest canadien et les Territoires du Nord (Yukon, TNO, Nunavut) ? Et, enfin, dans quelle mesure les services offerts par les francophones sont-ils pertinents comparativement à ceux offerts par les structures d'accueil anglophones.

Plus globalement, il s'agit de comprendre comment les immigrants perçoivent les services d'accueil francophones mis en place par le gouvernement fédéral canadien ; de décrire et d'analyser les stratégies d'adaptation déployées par les nouveaux arrivants dans leurs contextes respectifs et, dans une certaine mesure, de cerner jusqu'à quel point ils ont eu recours aux services d'intégration de langue française et le cas échéant de quelle manière.

Pour ce faire, après avoir resitué l'enquête sur laquelle nous nous appuyons, nous nous attacherons à présenter les résultats de la recherche¹ en lien avec notre question d'étude avant d'élaborer une analyse.

¹ Cette recherche a été rendue possible grâce à une subvention de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC, 2015-2016). Le CAE (Centre d'accueil et d'établissement du nord de l'Alberta a servi comme agent fiscal).

2) Méthodologie

La recherche sur laquelle s'appuie cet article a impliqué le travail collaboratif de quatre universités canadiennes de quatre provinces différentes : l'université de l'Alberta, l'université Saint Boniface au Manitoba, l'université Simon Fraser en Colombie-Britannique et l'université de la Saskatchewan. Afin de « coller au plus près du terrain » et de discuter des orientations générales de l'enquête, les chercheurs se sont entourés d'un comité avisé regroupant des représentants provinciaux des organismes francophones œuvrant auprès des nouveaux arrivants ainsi que des représentants du gouvernement fédéral. Le rôle de ce comité avisé a essentiellement été de valider le questionnaire de recherche préparé. Deux rencontres ont été organisées et à l'issue de celles-ci une autorisation éthique a été sollicitée auprès de chacune des universités concernées.

Ainsi dessinée, l'étude s'est appuyée sur deux temps pour la cueillette des données. Des données quantitatives ont été recueillies grâce à une enquête téléphonique menée dans les quatre provinces de l'ouest du Canada (Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique) ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut. Le laboratoire de recherche sur la population (PRL - *Population Research Laboratory*) de l'université de l'Alberta a mené l'enquête téléphonique auprès de 587 participants entre mars et mai 2016, à partir d'une base de données fournie par IRCC. Celle-ci contenait des indications sur les immigrants installés dans les régions concernées entre 2013 et 2016, âgés de 18 ans et plus. Outre les questions portant sur le profil et le lieu de résidence des participants, le questionnaire comportait aussi des questions sur le type de services régulièrement sollicités en français ou en anglais, les compétences linguistiques, les défis rencontrés, les besoins émergents et les suggestions par rapport aux améliorations possibles. Parallèlement, des données qualitatives ont été recueillies par le biais de neuf groupes de consultation qui se sont déroulés dans chacune de provinces (deux discussions par province) ainsi que dans les TNO (un seul groupe). Au total, 68 personnes sont venues témoigner de leur expérience. Il convient ici de noter une spécificité de notre échantillon qualitatif. En effet, dans chaque province, nous nous sommes appuyés sur le réseau des services d'accueil francophones. Pour autant, l'échantillon qualitatif nous permet d'appréhender la réalité des personnes fréquentant les services d'immigration et de mieux comprendre les défis auxquels elles sont confrontées.

Ces deux méthodes de collecte des données ont présenté quelques limites. La base de données obtenue de la part de l'IRCC n'étant pas actualisée, quelques informations, notamment les numéros de téléphone

n'étaient pas à jour. Cette difficulté a eu comme effet de réduire le nombre de répondants visé de 800 à 587 consultés. Le volet qualitatif a eu comme limite le fait que les participants aux groupes de discussion étaient sélectionnés via les listes fournies des organismes faisant affaire avec les nouveaux arrivants. Ceci aurait pu générer un biais possible au sein de la recherche tant dans le choix des personnes interrogées que dans les besoins qu'elles ont verbalisés.

Un traitement SPSS des données quantitatives a été réalisé par le Laboratoire PRL. Il nous a fallu par la suite procéder à des analyses et des interprétations nous permettant de dégager les tendances principales. Une fois les verbatim transcrits, les données qualitatives ont, quant à elles, été manuellement analysées pour dresser un portrait de ces immigrants francophones, en envisageant les défis qu'ils avaient rencontrés au cours de leur intégration et ainsi d'esquisser des tendances dans la manière dont ils utilisent les services d'accueil francophones. La comparaison entre ces deux niveaux d'analyse nous a permis de parvenir à une compréhension holistique et à une comparaison interprovinciale des réponses obtenues et d'identifier des points de convergence et de divergence potentiels entre les besoins des immigrants et les réponses apportées par les services d'accueil dans les différents contextes provinciaux. Notre discussion ici se focalise essentiellement sur l'analyse des données dans les quatre provinces de l'Ouest.

3) Résultats

a) Portrait des immigrants francophones

Si les personnes ayant répondu à l'enquête téléphonique sont arrivées dans leur province depuis 5,4 ans en moyenne, celles que nous avons sollicitées dans notre recherche qualitative sont arrivées depuis moins de trois ans. Cette différence s'explique notamment par le fait que notre recrutement qualitatif s'est effectué via les services d'accueil francophones. Ces personnes sont originaires pour près de la moitié (48,7%) d'Afrique et pour 44,5% d'Europe, principalement de France (37,8% de l'échantillon total). Lors des groupes de discussion, sur 68 personnes, plus de 80% sont originaires du continent africain, principalement de l'Afrique subsaharienne.

Qu'il s'agisse des participants provenant de notre échantillon quantitatif ou qualitatif, la plupart des arrivants s'installent en zone urbaine alors que seulement 7,5% des personnes interrogées au téléphone sont en zone rurale, selon la terminologie de Statistique Canada. Les résultats concernant notre échantillon qualitatif suivent la même tendance puisque, même si nous souhaitions faire un groupe de discussion situé en milieu

urbain et l'autre en milieu rural dans chacune des provinces, il n'a pas toujours été possible de le faire.

Tableau 1 : Répartition de notre échantillon par province

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
RMR (CV)	83	16	243	112
RMR (Banlieue)	1	0	4	44
AR (Agglomération de recensement)	2	2	23	7
Villes plus petites	9	2	13	19
$\chi^2: 0,00$ (très significatif) RMR : Agglomérations d'au moins 100.000 habitants, le noyau est d'au moins 50.000 habitants ^[1] AR : Agglomérations de Recensement, agglomérations dont le noyau est d'au moins 10.000 habitants. Source : Statistique Canada				

Selon notre échantillon, le pays d'origine influe statistiquement sur la durée d'installation. En effet, si 53,1% des personnes interrogées sont sur le territoire canadien depuis moins de 5 ans, ils sont 46,9% à s'être installés depuis plus de 5 ans. Même si l'échantillon est faible pour certains pays, il est à noter que les ressortissants de la Côte d'Ivoire, d'Haïti et de la Guinée sont majoritairement arrivés depuis peu au Canada.

L'analyse des données provenant de notre enquête quantitative sur les pays d'origine, corrélée avec celle des statuts d'entrée dans le pays, révèle que si 16% des personnes sont réfugiées, elles sont 48,8% à répondre du statut de la classe économique et 30,5% de celui de la classe famille, 4,5% d'entre elles étant arrivées avec des permis de travail temporaires. Les données de l'enquête qualitative nous indiquent qu'un tiers des personnes ayant participé aux groupes de discussion ont le statut de réfugiés, 48,5% sont arrivées sous le statut de la classe économique et 11,7% sous celui de la classe famille.

Il s'avère que nous sommes face à une population disposant d'un diplôme d'études supérieures de leur pays d'origine (60% de notre échantillon). Cette situation se vérifie autant dans les données issues de notre enquête qualitative que quantitative et s'applique dans toutes les

provinces où s'est déroulée la recherche. De plus, une fois arrivés au Canada, 40% des immigrants retournent suivre une formation afin d'obtenir une qualification reconnue sur le territoire canadien. Le problème de la qualification voire de la requalification professionnelle, facteur important dans la réussite de l'intégration des immigrants, a été analysé par plusieurs auteurs (Vatz- Laarousi et Kanouté 2013 ; Germain 2013 ; Boulet et Bourbadat 2010). Il est directement lié à l'obstacle systémique de la non-reconnaissance des acquis qui génère des impacts variables pour ces immigrants (perte de statut, défis identitaires, humiliation, etc.) (Mulatris 2010). Plusieurs immigrants n'ont pas d'autres choix que de se rescolariser pour faire face à la difficulté de transférer les compétences professionnelles et les titres de scolarité acquis à l'étranger et contourner la situation de sous-emploi ou de faible revenu dans laquelle ils se sentent confinés.

Par ailleurs, concernant notre échantillon quantitatif, une forte maîtrise de la langue anglaise apparaît même s'il subsiste des différences de compréhension entre l'anglais et le français, notamment pour les personnes en provenance de pays d'Afrique et des Caraïbes, qui rappelons-le, représentent 80% de notre échantillon quantitatif. De même, sur les 587 personnes interrogées, 17,5 % parlent anglais à la maison, 25 % parlent français et 57,2 % parlent une autre langue. Ce résultat semble faire écho aux données statistiques récentes (Statistique Canada, 2016) qui indiquent une augmentation des langues immigrantes dans les communautés francophones en situation minoritaire. Nous pouvons ainsi faire l'hypothèse que, si les participants de notre échantillon utilisent comme première langue officielle parlée le français, celle-ci n'est pas la langue privilégiée pour les échanges du quotidien.

Si l'on prend en compte notre échantillon qualitatif de participants plus récemment arrivés au Canada, il s'avère que la maîtrise de l'anglais représente un défi majeur alors qu'elle l'est moindrement pour les immigrants francophones de plus ou moins longue date consultés dans l'enquête quantitative.

Concernant la situation économique de nos répondants une majorité d'entre eux sont salariés à temps plein (52,2%) et d'autres en recherche d'emploi (7,7%). Si 28,8% d'entre eux estiment que trouver un emploi dans le domaine d'expertise a été très difficile, ils sont légèrement moins (22%) à estimer l'inverse. Le Tableau 2 ci-dessous détaille les difficultés auxquelles ont dû faire face les personnes interrogées pour trouver une activité rémunérée.

Tableau 2 : Difficultés rencontrées par les participants

Les moyens mis en œuvre pour trouver ces emplois ont été divers et ne passent souvent pas, pour 60,6% d'entre eux en tout cas, par les services destinés à l'emploi. Si la majorité d'entre eux a trouvé via Internet, plus d'un tiers a eu recours à son réseau social. La connexion à un réseau apparaît donc ici fondamentale pour trouver un emploi.

Statistiquement, la durée d'installation des immigrants n'est pas significative au regard du niveau de salaire obtenu. Pour autant, parce qu'ils sont connus et suivis par les services d'accueil francophones, la situation des participants de notre échantillon qualitatif, s'avère préoccupante : plus du tiers (35,29%) est sans-emploi, 30% est étudiant et aucun n'a d'emploi qualifié.

Après avoir brossé un « instantané » de la situation des immigrants francophones des provinces de l'Ouest canadien, il nous faut à présent détailler les défis auxquels font face les nouveaux arrivants. Nous nous appuyons ici principalement sur les témoignages de notre échantillon qualitatif.

b) Les défis des nouveaux arrivants

Le nouvel arrivant francophone doit faire face à plusieurs défis à son arrivée. L'un des plus largement exprimés étant celui de la maîtrise de la langue. En effet, plusieurs des personnes interrogées sont étonnées du faible recours au français, deuxième langue officielle du pays, dans le quotidien nord-américain. Il semble effectivement difficile de s'intégrer

économiquement, professionnellement quand on ne maîtrise pas l'anglais. La recherche d'emploi, si elle est une priorité, est ainsi rendue plus difficile par la non-maîtrise de la langue anglaise, langue dominante dans cette partie du Canada.

En outre, cela est d'autant plus complexe que le nouvel arrivant ne connaissant pas forcément les règles régissant le marché du travail de la province, celui-ci ne bénéficie pas d'une qualification ou d'une expérience professionnelle canadienne. Cette situation peut être d'autant plus frustrante pour certains immigrants, parfois qualifiés et expérimentés professionnellement à l'extérieur du Canada, mais âgés lorsqu'ils ne sont pas reconnus.

Beaucoup de défis. Contrairement aux pays où la formation peut garantir une vie meilleure. Mais, ici, les immigrants, après avoir obtenu des diplômes, l'âge représente un obstacle pour l'accès au milieu du travail. Il y a un endroit où je suis allé avec mon garçon. Après notre interview, ils ont manifesté de l'intérêt pour embaucher mon fils à ma place à cause de l'âge. (Groupe de discussion Alberta)

Les immigrants réfugiés ont aussi évoqué une difficulté économique majeure pour eux : l'aide fédérale dont il bénéficie semble insuffisante pour couvrir leurs dépenses au quotidien :

[...] ce qu'on nous donne, c'est insignifiant. C'est ça le problème, parce que ce qu'on nous donne, dedans, tu dois payer la maison, dedans, tu dois payer l'électricité, dedans, tu dois payer le manger, tu dois rembourser le billet d'avion. (Groupe de discussion Manitoba)

Ces défis ressentis dès leur arrivée font parfois ressortir une amertume face à d'autres réfugiés venus de Syrie. Cette différence de traitement, selon eux, a été évoquée notamment au Manitoba et en Colombie-Britannique.

Ainsi, ces difficultés liées à l'aide économique et au soutien pour trouver un emploi créent de l'incompréhension (le Canada ayant des lois d'immigration établies, on peut parler d'immigration choisie par le migrant, mais aussi par le gouvernement fédéral), car les personnes sélectionnées pour venir dans le pays le sont sur des critères de qualification et d'expertise.

Un autre défi de l'intégration est celui de l'hébergement. En effet, se loger représente un coût exorbitant pour les nouveaux arrivants surtout si ceux-ci ont la responsabilité d'une famille nombreuse. Ils sont en outre souvent dans l'incapacité de trouver des noms de référents, et se trouvent démunis face à des propriétaires maîtrisant mieux la législation canadienne dans ce domaine.

Cette méconnaissance de la culture canadienne est davantage soulignée lorsque les enfants vont à l'école et reçoivent une éducation nord-américaine, susceptible de transmettre des valeurs qui se confrontent à celles transmises au sein de la famille ; un enjeu principalement évoqué en Colombie-Britannique.

C'est dans l'éducation qu'il y a des problèmes. Les enfants quand ils sont à l'école, ce qu'ils apprennent à l'école, affectent la personnalité, la morale des enfants quand ils arrivent à la maison. Il y a beaucoup de différences entre l'éducation familiale et l'éducation scolaire [...], il y a des chocs. (Groupe de discussion Colombie-Britannique)

Face à ces conceptions sociales et culturelles extrêmement différentes, les parents, ici les pères, ont le sentiment de perdre leur rôle et leur autorité parentale sur des enfants qui sont eux aussi confrontés très tôt à un choix à faire entre l'éducation familiale et l'éducation scolaire.

Ainsi, un sentiment d'instabilité est très largement évoqué parmi notre échantillon qualitatif entre une société d'origine dont ils maîtrisent les règles, la langue et les valeurs et une société d'arrivée dont la langue, les lois et les valeurs sont différentes.

Si certains de ces défis semblent très pragmatiques, comme la recherche d'un logement, d'autres sont plus liés à une incompréhension de la culture du pays d'accueil et du fonctionnement de la société canadienne, basée notamment sur le principe des communautés. À ces défis présentés ici, les services d'accueils francophones tentent d'y répondre en proposant ainsi une alternative aux services anglais et en enlevant par ce biais le défi majeur de la langue.

c) Le recours aux services d'accueil francophones

Les immigrants expriment un besoin d'aide multiple, sollicitant plusieurs services, notamment pour l'apprentissage des langues, la traduction des documents, l'accompagnement dans la vie quotidienne pour comprendre comment fonctionnent ce nouveau pays, la ville d'accueil, l'emploi dont les règles sont en général très différentes de celles de leur pays d'origine.

Ils estiment que les besoins à leur arrivée sont multiples, allant du travail administratif (comment changer son permis de conduire, par exemple) aux informations concernant l'éducation, le marché de l'emploi, les cours de langue, la santé et la vie quotidienne (où trouver un logement, un matelas ?). En outre, ils ressentent le besoin de se faire accompagner, tout au long de la découverte de leur terre d'accueil.

Malheureusement, plus de la moitié des répondants (54,9 %) estime ne pas avoir pu recourir aux services francophones répondant à leurs besoins spécifiques. Les raisons en sont multiples (Tableau 3) :

Tableau 3 : Raisons évoquées pour le non-recours aux services d'accueil en français

Raisons de non-recours	
Manque d'informations	30 %
Barrière de la langue	21,3 %
Manque d'orientation	20,3 %
Manque de services dans la communauté locale	18,8 %
Barrières financières	17,4 %
Problème de transport	12,6 %
Problème de garde d'enfant	11,6 %
Discrimination du fait d'être un immigrant	7,2 %

Avec près d'un tiers des réponses exprimées, le manque d'informations semble être un obstacle majeur à l'accès à de tels services. Pour ceux ayant eu recours aux services francophones, celui-ci s'est effectué dès les premiers jours d'arrivée sur le sol canadien. Souvent, ils ont été renseignés par leurs pairs, par internet ou par d'autres institutions sur l'existence de ces services. Les immigrants vont chercher des renseignements auprès des centres de service (38,7%), dans une bibliothèque (18,9%), dans un établissement scolaire (15,2%), dans un centre communautaire (14,7%).

Les services les plus importants pour les immigrants interrogés sont dans l'ordre, ceux liés à l'emploi (29%), la santé (15,5%) et l'éducation (11%). Ils estiment par ailleurs pour plus de 70 % d'entre eux que les services francophones sont adaptés aux besoins des immigrants et 92,6 % des usagers recommanderaient ces services aux nouveaux immigrants.

Pour autant, si la qualité de ces prestations est saluée lors de l'enquête quantitative, il s'avère que seuls 35,3% de l'échantillon a recours à ces services. Ce taux varie significativement selon les provinces. En effet, si les ressortissants du Manitoba sont 51,1% à avoir fréquenté les services francophones, ils ne sont que 38,1% en Alberta et 23,9% en Colombie-Britannique.

La raison géographique de la proximité ou non de ces services avec le lieu d'installation des arrivants semble statistiquement extrêmement significative puisque si 61,9% des arrivants en centre-ville affirment ne pas avoir eu recours aux services d'accueil francophones, ils sont 86,4% installés dans les villes plus petites à ne pas y avoir eu recours.

Parmi ceux qui ont témoigné ne pas avoir eu recours aux services d'accueil, 40% ont évoqué le fait qu'ils n'en ont pas eu besoin, 15% affirment ne pas avoir eu connaissance de l'existence de ces services. Les autres raisons évoquées, par ordre d'importance, sont le fait de vouloir améliorer son anglais (13%), le manque de services dans sa communauté locale (4%) et de façon marginale, une mauvaise réputation de ces services (1%).

Concernant l'accès aux services d'établissement, il existe, statistiquement, une très grande différence entre les classes économique, familiale et celle des réfugiés. Il n'est pas surprenant que les réfugiés soient les plus nombreux à utiliser les services d'établissement (45,4%), suivis par la classe économique (35,7%) et la classe famille (28,8%). Étant donné leur statut, les réfugiés exprimeraient plus de besoins considérés comme des besoins de base (logement, démarches administratives, nourriture, etc.) auxquels les services francophones sont aptes à répondre. Pour ce qui est de la classe famille, dans plusieurs cas, un premier membre de la famille étant déjà installé, il accueille les autres membres qui suivent. Ainsi, le recours ou non aux services francophones dépend des réseaux déjà développés, ceux arrivés sans réseaux préalablement établis auraient recours plus fréquemment aux services d'accueil. Concernant les immigrants de la classe économique, l'utilisation des services d'accueil en français leur permet de se familiariser rapidement avec le fonctionnement de la société d'accueil, d'en connaître les règles et de développer leurs réseaux (Tableau 4).

Tableau 4 : L'utilisation des services d'accueil en français selon le statut d'entrée

J'ai utilisé des services d'accueil en français	Classe économique	Classe familiale	Réfugié
Oui	35,7%	28,8%	45,4%
Non	64,3%	71,2%	54,6%
$\chi^2 = 8,2 P < 0,01$			

Si les différences statistiques ne sont pas significatives chez les femmes, elles le sont chez les hommes pour qui le statut d'entrée influe sur la fréquentation des services francophones (Tableau 5) :

Tableau 5 : L'utilisation des services d'accueil en français selon le genre

	Femmes			Hommes		
J'ai utilisé des services d'accueil en français	Économique	Familiale	Réfugié	Économique	Familiale	Réfugié
Oui	40,0%	36,5%	48,3%	32,7%	14,5%	42,6%
Non	60,0%	63,5%	51,7%	67,3%	85,5%	57,4%
<i>Femmes $X^2 = 2,2$ (pas significatif) Hommes $X^2 = 12,0$ ($P < 0,01$)</i>						

Un autre facteur influençant la fréquentation ou non des services d'accueil francophones serait la vie en famille : les personnes dans une relation sont plus portées à utiliser les services.

Il est intéressant de noter que la fréquentation des services d'accueil varie selon le niveau d'étude de l'immigrant. C'est ici qu'une subtile nuance est à faire et que notre échantillon qualitatif ne nous permet pas de vérifier. En effet, notre échantillon quantitatif nous informe que si les utilisateurs de ces services sont majoritairement diplômés, un tiers seulement n'ayant pas de diplôme du secondaire, les titulaires de diplômes universitaires (doctorat, maîtrise ou baccalauréat) fréquenteraient plutôt moins les structures d'accueil en français que les autres immigrants, puisque seuls 14,8% de titulaires d'un doctorat, 32,7% d'une maîtrise et 29,4% d'un baccalauréat affirment avoir recours à ces services.

Pour ceux fréquentant ou ayant fréquenté les services d'accueil francophones, leur utilité est reconnue dans la résolution de besoins du nouvel arrivant, notamment lorsque l'on croise les résultats avec la classe d'immigration : 55,6 % des réfugiés apprécient le rôle de ces services francophones par le soutien et les solutions qu'ils apportent. Ils sont 48 % des immigrants « économiques » (travailleur qualifié et candidat de province) et 28 % des regroupements familiaux à reconnaître ce rôle majeur. Cette classification par statut d'entrée semble, selon l'analyse de nos données, la plus pertinente pour expliquer le recours aux services.

Il semble ainsi intéressant de dresser le profil des personnes fréquentant ces services. Pour cela, nous nous appuyons sur les participants de notre échantillon qualitatif, lesquels ont été sélectionnés par les services d'accueil francophones dans les différentes provinces. Le croisement de données biographiques recueillies sur les participants aux groupes de

discussion (le pays d'origine, le statut de l'immigrant, le niveau d'éducation, la maîtrise de la langue anglaise dans des provinces majoritairement anglophones et l'accès à l'emploi), nous permettent d'esquisser un portrait des immigrants francophones recourant aux services d'accueil francophones. Ce portrait est complété par les données quantitatives portant sur les services d'accueil francophones.

Notre échantillon qualitatif est caractéristique de notre échantillon quantitatif à plusieurs niveaux. Tout d'abord, les personnes sont très majoritairement arrivées récemment sur le territoire canadien et sont pour la grande majorité d'origine africaine. Cette « surreprésentativité » africaine lors des groupes de discussion peut s'expliquer par le recours aux services d'accueil francophones sur lesquels nous nous sommes appuyés pour faire notre enquête qualitative ; ces derniers desservant une population africaine. Elle témoigne également d'un changement observé ces dernières années dans les pays d'immigration. Les immigrants en provenance des pays d'Afrique sont en augmentation dans les provinces de l'Ouest (Houle, Pereira et Corbeil 2014).

Le contraste entre les deux échantillons se fait aussi au niveau de la proportion de réfugiés : s'ils constituent 16% de notre échantillon quantitatif, ils représentent plus du quart, plus du quart de notre échantillon qualitatif, sélectionné par les services d'accueil francophones. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les réfugiés font appel aux services d'accueil plus fréquemment que ne le font les migrants socio-économiques. Beaucoup de participants, se sentant moins à l'aise en anglais qu'en français, ont recours aux services d'accueil francophones.

La population fréquentant les services d'accueil est aussi, selon nos résultats, fortement éduquée puisque 10% d'entre eux seulement sur l'ensemble de notre échantillon se sont arrêtés avant les études secondaires et 67,6% d'entre eux ont un niveau collégial ou universitaire. Houle, Pereira et Corbeil (2014) signalent en effet un niveau élevé de scolarisation chez les immigrants francophones installés dans les communautés francophones en situation minoritaire. De plus, il nous a semblé intéressant de recueillir le témoignage des personnes interrogées sur la perception qu'ils ont de ces services francophones. En d'autres termes, nous avons cherché à savoir comment les services répondaient aux défis actuels des immigrants qui les sollicitaient, et si ces services répondaient à leur besoin d'intégration au sein de cette nouvelle société, de cette nouvelle culture.

Le savoir-faire de ces services est globalement reconnu concernant les cours d'anglais ou les ateliers de recherche d'emploi, ateliers informatique ainsi que les services personnalisés concernant la recherche de logement,

l'accompagnement pour une visite chez le médecin, la possibilité d'avoir un interprète dans certaines situations ; ou encore, le soutien apporté dans les démarches administratives (obtention des cartes de santé et d'assurance sociale, ouverture de compte bancaire, obtention d'un permis de conduire, etc.).

Pour autant, le point négatif de ces structures d'accueil mis en lumière lors de plusieurs groupes de discussion est le manque de coordination de ces différents services souvent spécialisés dans un domaine spécifique.

Moi je viens au Canada, je dois aller dans 50,000 centres, un, soi-disant, va t'aider pour le logement, d'autres pour le travail, les autres aussi pour du travail, les autres aussi pour du travail, les autres pour des cours d'anglais, les autres pour l'équivalence du diplôme. (Groupe de discussion Colombie-Britannique)

Ainsi, le nouvel arrivant doit faire face à plusieurs interlocuteurs dans le seul but de s'intégrer puisque les services ne sont pas les mêmes selon que l'on souhaite apprendre l'anglais, trouver un emploi ou trouver un logement.

L'immigrant qui, à son arrivée, a un besoin global de s'installer, mais aussi de s'intégrer et de s'acculturer, se retrouve face à plusieurs services spécialisés qui ne répondent qu'à une partie de ses défis. Cela engendre une incompréhension entre les deux, le service d'accueil francophone compétent dans un secteur et l'immigrant dépassé par l'ampleur de ce défi global, majeur. Au final, les immigrants expriment parfois le sentiment de n'être qu'un numéro, un chiffre additionnel dans les statistiques du service d'accueil, et d'être laissés à eux-mêmes dans ce monde nouveau.

En outre, dans certaines provinces et territoires, comme en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Saskatchewan et au Yukon, les participants font état de services d'accueil limités. Un parallèle est fait entre l'offre élargie disponible dans les services d'accueil anglophones par rapport aux services d'accueil en français et également le soutien plus important et plus cohérent offert par les communautés chinoise et de l'Inde aux nouveaux arrivants issus de ces minorités. Une discussion soulevée spécifiquement en Colombie-Britannique et au Manitoba où les participants s'interrogent sur la communauté francophone et ses objectifs.

Cette situation pourrait expliquer le recours aux services d'organismes anglophones, car on ne peut rien faire ici en dehors de l'anglais, comme le soutient ce participant :

Je suis arrivé, je me suis pointé aux services francophones, j'ai vu qu'ils étaient vraiment limités ; ils n'ont pas grand-chose, même pour le logement, je n'ai pas eu; ils étaient vraiment limités par rapport aux services que je m'attendais à recevoir. Je me suis tourné du côté

anglophone parce que, premièrement, pour vivre ici, il faut avoir l'anglais. (Groupe de discussion Manitoba)

4) Analyse

Au final, à entendre les participants, il semble qu'il y ait une mésentente sur le contrat entre le pays d'accueil et les immigrants. Les participants dénoncent, en effet, une certaine instrumentalisation de l'immigration pour des visées démographiques : les personnes parlant le français sont perçues comme étant désirables parce que l'on suppose qu'elles vont contribuer à la « revitalisation », au « développement » et à l'« épanouissement des communautés francophones ». L'immigration s'est alors progressivement imposé comme une condition de survie de ces communautés, ce qui explique la notion de cible à atteindre, que ce soit de la part des communautés comme des gouvernements (CIC 2006 ; Fourot, 2014 ; Vatz Laaroussi, Mulatris, Zivanovic Sarenac, Lemay et Urra-Ruguma 2014). Or, il semble y avoir un décalage entre ce qui est attendu par les immigrants francophones et la gamme limitée de services offerts par les services d'accueil et d'intégration.

À cela s'ajoute le fait que les nouveaux flux migratoires de population francophone non occidentale changent la donne : les besoins exprimés ne sont plus uniquement la recherche d'emploi ou l'apprentissage de la langue majoritaire, mais relève d'un changement culturel entre deux cultures parfois très éloignées (Juteau 1999 ; Berry 2005). En effet, selon Berry, l'acculturation est un processus dual à la fois psychologique et culturel résultant d'une rencontre entre deux groupes culturels et impliquant des accommodations de part et d'autre. L'apprentissage de la langue de l'autre, le partage des préférences gastronomiques, les interactions sociales et culturelles sont autant de signes de l'acculturation. Or les structures d'accueil francophones, si elles sont installées pour répondre à des besoins concrets, ne sont pas outillées pour faire face à la transition entre deux cultures.

De cet écart entre les objectifs affichés du gouvernement et ceux affichés par les immigrants, nous pouvons utiliser la conceptualisation certalienne (1990) de stratégie et de tactique. Les services d'accueils sont les outils stratégiques canadiens afin d'atteindre ses objectifs de revitalisation, de développement et d'épanouissement des communautés francophones. Or, les individus qui fréquentent ces structures, nouveaux arrivants sans réseau amical, professionnel, communautaire, ont comme objectif premier de s'installer, de s'intégrer et de s'acculturer, processus qui est rappelons-le réciproque. Face à cette incompréhension entre les deux missions, les immigrants mettent en place des tactiques de braconnage (De Certeau 1990) pour s'intégrer en recourant à la formation que ce soit pour l'obtention de

diplômes canadiens, pour des ateliers de langues, pour la recherche d'information sur Internet, ou encore, en s'appuyant sur le réseau de pairs, immigrants eux aussi, pour trouver un travail - souvent peu rémunéré - ou une information concernant les démarches administratives.

Mais les tactiques générées, en réponse à cette inadéquation entre ce que le Canada propose et ce que les potentiels bénéficiaires attendent ne permettent pas de capitaliser de sorte que les immigrants fréquentant les structures d'accueil subissent parfois plusieurs situations de minorisations (Jacquet, Moore et Sabatier 2008) : ils sont à la fois immigrants, Africains noirs et francophones minoritaires dans une province anglophone. Ils ne maîtrisent pas les codes et la culture de la société d'accueil et il leur faut un temps d'adaptation qui n'est pas en adéquation avec le rythme administratif de la société d'accueil. Madibbo (2010 ; 2008) fait également écho aux défis spécifiques rencontrés par les immigrants francophones de l'Afrique subsaharienne en situation minoritaire. Dans leur revue de littérature sur l'immigration francophone en milieu minoritaire, Farmer et Da Silva (2012) relèvent que les chercheurs œuvrant dans ce champ s'entendent pour aborder l'immigration en relation avec tous les secteurs de l'activité sociale et non pas simplement sous l'angle de services d'accueil.

5) Conclusion

Cette recherche en deux temps méthodologiques nous a permis de dégager plusieurs résultats. De l'enquête quantitative, globale, nous concluons que 35,3% des immigrants francophones ont eu recours à un service d'accueil francophone. Parmi ce tiers des immigrants interrogés, ce sont les réfugiés qui fréquentent le plus souvent ces structures suivis de la classe économique. Les immigrants expriment un besoin d'aide multiple afin de répondre aux défis globaux de l'intégration. Les services auxquels ils ont recours sont ceux liés à la recherche d'emploi, la santé, la vie quotidienne, les cours de langue arrivant après ces besoins.

Notre enquête qualitative nous a permis de nous concentrer sur les usagers des centres d'accueil francophones ou autres services de premier plan destinés aux nouveaux arrivants francophones. Ces derniers nous révèlent que la langue est une barrière importante pour l'intégration sociale et professionnelle. Au-delà de cela, les groupes de discussion ont mis en évidence les disparités entre les objectifs de ces services d'accueil et les attentes de leurs usagers issus de nouveaux flux migratoires. Ces nouveaux défis auxquels l'administration et les immigrants font face méritent d'être approfondis et détaillés.

Afin d'examiner de façon plus précise le cas des réfugiés d'Afrique subsaharienne et d'enquêter sur leur besoin, notre équipe a décidé de poursuivre cette recherche qualitative.

Bibliographie

- Belkhodja, Chedly. « Immigration et diversité dans les communautés francophones en situation minoritaire : Introduction. » *Thèmes canadiens / Canadian Issues*, Printemps/Spring 2008, pp. 3-6.
- Benimmas, Aïcha. *L'intégration des élèves immigrants, la relation école-familles immigrées et l'adhésion des immigrants à la mission de l'école francophone acadienne selon les perceptions des parents immigrants et des futurs enseignantes et enseignants. Documents de recherche, Métropolis atlantique*, 2010. http://www.atlantic.metropolis.net/WorkingPapers/Benimmas_WP26.pdf. Consulté le 25 mai 2017.
- Berry, John W. "Acculturation: living successfully in two Cultures." 2005, <http://isites.harvard.edu/fs/docs/icb.topic551691.files/Berry.pdf> . Consulté le 20 avril 2016.
- Boulet, Maude et Boudarbat, Brahim. *Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants ? Étude IRPP*, no. 8, 2010. https://www.researchgate.net/publication/303235615_Un_diplome_post-secondaire_canadien_un_tremplin_vers_des_emplois_de_qualite_pour_les_immigrants. Consulté le 25 mai 2017.
- De Certeau, Michel. *L'invention du quotidien 1 - Arts de faire* Paris : Gallimard, 1990.
- Farmer, Diane et Da Silva, Emmanuel. *Vitalité des milieux, vitalité des parcours. Réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone en milieu minoritaire*. Centre de recherche en éducation franco-ontarienne (CREFO), OISE, University of Toronto, février 2012.
- Fourrot, Anne-Claire. *Typologie des capacités d'accueil des CFSM Analyse Comparée de la Colombie-Britannique et du Manitoba*, Citoyenneté et Immigration Canada, Recherche et Evaluation, 2014.
- Frenette, Yves. « Immigration francophone au Canada : portrait historique » *FCFA journée de réflexion sur l'immigration francophone 2016*. 2 mars 2016. Westin Harbour Castle, Toronto, ON. Conférence d'ouverture.
- Germain, Danielle. « Le parcours de réorientation professionnelle d'immigrantes hautement qualifiées à Montréal : une étude

exploratoire. » Mémoire de maîtrise, École de relations industrielles, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, 2013.

Houle, René, Pereira, Daniel et Corbeil, Jean-Pierre. *Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec* (1991 à 2011). Statistique Canada, 2014.

Immigration, Citoyenneté et Réfugiés Canada. *Mesures et définitions d'un immigrant d'expression française*, 2016, <http://p2pcanada.ca/wp-content/blogs.dir/1/files/2016/12/Francois-Henault-francophone-p2p2016.pdf>. Consulté le 29 septembre 2017.

Immigration, Citoyenneté et Réfugiés Canada. *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*. Ci51-153/2006, <http://publications.gc.ca/collections/Collection/Ci51-153-2006F.pdf>. Consulté le 29 septembre 2017.

Jacquet, Marianne, Moore, Danielle et Sabatier, Cécile. « Médiateurs culturels et insertion de nouveaux arrivants francophones africains : parcours de migration et perception des rôles. » *Revue Glottopol*, 11, pp. 81-94, 2008, http://glottopol.univ-rouen.fr/telecharger/numero_11/gpl11_08jacquet.pdf. Consulté le 29 septembre 2017.

Jedwab, Jack. *Immigration and the vitality of Canada's official language communities: Policy, demography, and identity*, Office of the Commissioner of Official Languages, 2002.

Juteau, Danielle. *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal : Les presses de l'Université de Montreal, 1999.

Le Quotidien, « Taille et croissance de la population canadienne : faits saillants du Recensement de 2016. 8 février 2017. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/170208/dq170208a-fra.pdf> . Consulté le 29 septembre 2017.

Madibbo, Amal. « L'intégration des jeunes immigrants de race noire en Ontario : défis et possibilités », *Thèmes canadiens/Canadian Issues/Printemps/Spring*, 2008, pp.50-54.

Mulattris, Paulin. « Disqualification professionnelle et expériences temporelles : enquête auprès des immigrants francophones africains

installés en Alberta », *British Journal of Canadian Studies*, 23(1), pp. 73-76, 2010.

Statistique Canada. « Ethnic Diversity Survey : Portrait of a multicultural society », 2002, http://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/instrument/4508_Q1_V1-eng.pdf . Consulté le 29 septembre 2017.

Vatz Laaroussi, Michelle, Mulatris, Paulin., Zivanovic Sarenac, Javorka, Lemay, Shannon et Jasmine Urra-Ruguma,. *Modélisation des stratégies et pratiques des ONG et des associations favorisant l'accueil et la rétention dans les CLOSM à Edmonton et Sherbrooke*. Citoyenneté Immigration Canada, 2014.

Vatz Laarousi, Michèle et Kanouté, Fasal. *Les collaborations familles immigrantes-école-communauté : défis et enjeux*. Centre d'Études Ethniques des Universités Montréalaises, Novembre 2013.